



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°134 21 NOVEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

COTE D'IVOIRE :
LA BANQUE
IVOIRIENNE
NSIA ET
ORANGE EN
PARTENARIAT
POUR LANCER
UNE BANQUE
DIGITALE

DJIBOUTI :
POURSUITES
ENGAGEES CONTRE
CHINA MERCHANTS
PAR DP WORLD

MAURITANIE :
SUSPENSION PAR
LES ETATS-UNIS DE
LA MAURITANIE DE
L'AGOA

CAMEROUN : EDF ET LE
MINISTRE DES FINANCES
DU CAMEROUN ONT
SIGNE LES ACCORDS
DEFINITIFS LIES A LA
CONSTRUCTION DU
BARRAGE DE NACHTIGAL

MALI :
PRODUCTION DE
COTON ANTICIPEE
DE 750 000
TONNES

GAMBIE : SIGNATURE
D'UN MEMORANDUM
ENTRE L'AFD ET LE
MINISTRE GAMBIEEN DES
FINANCES ET DES
AFFAIRES ECONOMIQUES

TOGO : UN
LABORATOIRE POUR LA
CERTIFICATION
QUALITE DES PRODUITS
AGRIcoles EN PASSE
D'ETRE FONCTIONNEL

GHANA : FORTE
PROGRESSION
DES
TRANSACTIONS
MOBILES

UGANDA : PROJET
D'EXPLOITATION
PETROLIERE
TILENGA :
AUDIENCES
PUBLIQUES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

CONJONCTURE

▼ **Ethiopie : lancement de la stratégie à long terme du gouvernement**

Lors de sa première conférence de presse tenue le 5 novembre 2018, le secrétariat de presse du Premier Ministre, nouvellement créé, a annoncé la création d'un tableau de bord gouvernemental d'une page contenant la stratégie à long terme du gouvernement baptisée «Éthiopie: un nouvel horizon d'espoir». Ce tableau de bord vise à communiquer au public les plans et les initiatives du gouvernement dans onze domaines différents et les objectifs à atteindre. Dans le domaine économique, les principaux axes de travail visent la stabilité macroéconomique, les secteurs productifs, le développement des secteurs financier, électrique, de la logistique, des exportations et des ressources domestiques.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : le Trésor kenyan peine à atteindre ses objectifs d'emprunts à long-terme sur le marché domestique**

Alors que le Trésor kenyan a émis des bons du Trésor pour un montant de 1,87 Md USD depuis juillet 2018, le taux de souscription n'a été que de 44,6 % en moyenne sur les différentes levées, soit un produit de 1 Md USD. La difficulté des autorités à mobiliser les ressources domestiques pour le refinancement à long-terme de la dette souveraine intervient dans un contexte de resserrement des conditions de financement en devises. La décision du FMI de dégrader le risque de non-soutenabilité de la dette externe du Kenya, de faible à modéré, combiné à un mouvement des capitaux vers les grandes places financières mondiales, rend plus aléatoire le placement des bons du Trésor kenyan.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : KPLC en mauvaise posture financière**

Le distributeur semi-public d'électricité KPLC, qui est coté à la bourse de Nairobi, a été signalé par l'Autorité des marchés financiers comme ayant manqué à son obligation de publier ses résultats financiers avant le 31 octobre 2018. Ce retard illustre les problèmes de gestion de l'entreprise, qui a fait face en mai dernier à un scandale de corruption impliquant de hauts cadres dirigeants donc son directeur Ken Taurus, depuis remplacé par Jared Otieno. KPLC a publié fin octobre un avertissement sur ses résultats, alertant ses actionnaires d'une baisse de 25% de ses revenus nets pour l'année 2017/2018. Dans ce contexte, le retard pris dans la publication de ses résultats financiers ne peut qu'aggraver la défiance des investisseurs.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : consultations du FMI au titre de l'article IV et 1ère revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC)**

Les résultats obtenus dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont été globalement satisfaisants sur le 1^{er} semestre 2018. Cependant, les recettes fiscales ont été inférieures de 0,4 point de pourcentage du PIB aux prévisions. Le PIB a progressé de 6,3 % en 2017 et devrait se stabiliser à 6% en 2018. Le ratio « dette publique/PIB » devrait rester inchangé à 37,7% du PIB. Le programme FMI vise une réduction du déficit budgétaire global à 3% du PIB d'ici 2019 contre 8% en 2017 et 5% en 2018. La mission annonce une probable révision à la baisse des perspectives de croissance à moyen terme, en raison des menaces sécuritaires et tensions sociales.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : hausse de 12,1% du déficit commercial au 3^{ème} trimestre 2018**

Selon l'Institut national des statistiques, au 3^{ème} trimestre 2018, les importations de biens ont augmenté de 14% en glissement annuel, à 190 M EUR, contre une hausse de 40,6% en g.a. des exportations, à 16 M EUR. Le déficit commercial augmente ainsi de 12% en g.a.. L'Espagne demeure le 1^{er} client du pays, absorbant 82,6% de ses exportations, devant le Portugal (15,2%). Ce dernier est en revanche le 1^{er} fournisseur du pays (37,5% de ses importations) devant l'Espagne (14,8%). Les principaux produits exportés sont les préparations et conserves (57,8% du total) et les poissons, crustacés et mollusques (21,4%) alors que le Cap-Vert importe principalement des réacteurs et chaudières (11,7%) et des carburants (10,5%).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : projet de Loi de finances 2019 au Parlement**

Le budget global s'établit 7334,3 Mds FCFA (11,2 Mds EUR) en progression de 8,6% par rapport au budget adopté en 2018. Ce dernier sera notamment financé par des recettes fiscales à hauteur de 50%, des émissions de titres publics pour près de 20% et de ressources extérieures à hauteur de 18%. Les dépenses courantes (dont 60% au titre des salaires) absorbent 39,2% du budget. Les investissements représentent 26% du budget, et le service de la dette absorbe près d'un quart du budget, soit près de la moitié des recettes fiscales. Les autorités et le FMI paraissent confiants quant à la capacité du pays à respecter pour la 1^{ère} fois depuis 2012 un déficit de 3% du PIB, conformément à la norme UEMOA.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le déficit de la balance commerciale se creuse fortement au premier semestre 2018**

Selon l'Institut national de la statistique (INS), il atteindrait 818,1 Mds FCFA (+115,1 %) contre 380 Mds FCFA un an plus tôt. Cette dégradation du solde commercial serait le fait d'une forte augmentation des importations (+20,8 % en valeur et +27,2 % en volume) cumulée à une chute des exportations de 16,8 % en valeur et de 24,7 % en volume, au cours de la même période.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : début des discussions budgétaires pour l'année 2019**

L'ouverture de la session budgétaire au Parlement a eu lieu le 5 novembre, l'occasion pour le ministre des Finances de rappeler les performances économiques du pays : un taux de croissance du PIB de près de 10% en 2017 après 10,5% en 2016 et environ 6% estimé pour 2018 et 2019. D'après le document de programmation budgétaire pluriannuelle 2019-2021, le budget pour l'année 2019 serait en augmentation de 9% par rapport à la loi de finances 2018 (22 690 Mds GNF), composé à 39% de dépenses en capital (en progression de 11%) et 61% de dépenses courantes (en augmentation de 7%). Les recettes fiscales financeraient le budget à près de 80%. Le déficit global s'établirait à 2,3% du PIB.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : consultations du FMI au titre de la 10^{ème} revue de l'accord de Facilité élargie de crédit**

Selon la mission, la croissance de l'économie malienne devrait atteindre 5% en 2018 contre 5,3% en 2017, avec une inflation stable à 1,9%. Pour ce qui concerne l'exécution du programme FEC (Facilité élargie de crédit), le Mali a atteint plusieurs critères quantitatifs de performance. Toutefois, une contreperformance est enregistrée dans la mobilisation des recettes fiscales. Pour atteindre la cible de déficit (3,3% en 2018), les autorités vont devoir réajuster à la baisse certaines dépenses (fonctionnement et investissements). La mission recommande aux autorités maliennes d'améliorer la gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources domestiques.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : consultation article IV et 7^{ème} revue du programme avec le FMI**

La conclusion de ces discussions révèle que la croissance devrait se situer au-dessus de 6% en 2018 pour la 5^{ème} année consécutive, tandis que l'inflation serait inférieure à 1%. Au 1^{er} semestre 2018, la mise en œuvre du programme ISPE (Instrument de soutien à la politique économique) a été globalement satisfaisante, mais la réalisation des objectifs budgétaires pour la fin de l'année nécessitera d'importants efforts suite à la baisse des recettes intérieures. Selon le chef de la mission, le Sénégal connaîtrait un dérapage de 115 Mds FCFA (175 M EUR) sur l'exécution budgétaire de 2018, ce qui lui impose d'opérer un ajustement équivalent d'ici fin décembre.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la mission du FMI juge les performances satisfaisantes dans le cadre de la troisième revue du programme**

Selon Corinne Delechat, cheffe de mission du FMI au Cameroun, les performances analysées dans le cadre de la troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit sont satisfaisantes. Le pays connaît une reprise graduelle de la croissance du PIB, avec une projection de 3,8 % en 2018 et une prévision de 4,4 % pour 2019, ainsi qu'une maîtrise de l'inflation. La validation de cette revue par le Conseil d'administration du FMI au mois de décembre permettrait de décaisser une tranche d'aide de 46 Mds FCFA. Le Cameroun bénéficierait ainsi d'appuis d'un montant cumulé de 85 Mds FCFA pour l'année 2018 et de 245 Mds FCFA depuis le début du programme en juin 2017.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : près de 50% des dépenses de l'Etat fédéral sont allées au service de la dette au 1^{er} semestre 2018**

Selon le rapport biannuel de la Banque centrale du Nigéria (CBN), les dépenses effectuées par l'Etat fédéral au 1^{er} semestre 2018 ont atteint 2,6 Bn NGN (8,5 Mds USD), inférieures de 46% aux prévisions. Cette différence s'expliquerait principalement par le vote tardif (fin juin dernier) du Budget 2018. En parallèle, les revenus fiscaux collectés ont représenté 1,8 Bn NGN (5,9 Mds EUR), soit 53% de moins que les prévisions. Parmi le total des dépenses effectuées, 48% (1,2 Bn NGN, soit 4 Mds USD) ont été alloués au service de la dette, dont 56% destinés au paiement des intérêts. Le service de la dette domestique (94% du total) a plus que doublé depuis 2017. Enfin, au 1^{er} semestre 2018, la dette publique totale a crû de 2,9%, atteignant 73,2 Mds USD, tirée par la hausse de la dette externe.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : adoption du projet de loi des Finances 2019 par l'Assemblée nationale avec un budget de 7 Bn de Leones (825 MUSD)**

Les dépenses totales déboursées en 2018 sont estimées à 7,4 Bn de Leones (825 MUSD), soit 24% du PIB, alors que les revenus fiscaux devraient atteindre 4,5 Bn de Leones (526 MUSD). Le rééquilibrage budgétaire planifié pour 2019 devraient permettre une baisse du déficit public de 6% à 3% du PIB d'ici 2021. Le Budget 2019 sera financé à 80% par les recettes domestiques (environ 5,7 Bn de Leones, soit 671 MUSD), à 14% par le financement domestique (près de 958 Mds de Leones, soit 113 MUSD) et à 6% par du soutien budgétaire (environ 409 Mds de Leones, soit 48,3 MUSD). La part de 21% accordée aux dépenses d'éducation dans le budget adopté (1,14 Md de Leones, soit 136 MUSD) doit permettre l'accélération des investissements en capital humain, selon le ministre des Finances, Jacob Saffa.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Stagnation de la production manufacturière en septembre

La production manufacturière s'est maintenue au mois de septembre 2018 (0,1%) par rapport à la même période en 2017, après une augmentation de 1,5% en août dernier. Les bonnes performances du secteur agroalimentaire (« nourriture et boissons » – +2,7%) n'ont pas permis de compenser la baisse de la production observée dans le secteur pétrolier (-3,2%) et celui des transports (-4,9%). La production manufacturière progresse néanmoins de 1,7% par rapport au trimestre précédent. Pour la fin de l'année, les entreprises exportatrices et ainsi une partie du secteur manufacturier devraient commencer à profiter de la dépréciation du rand.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Présentation du budget pour l'exercice 2019

Mercredi 31 octobre, le ministre d'Etat pour le développement économique et social, M. Manuel Nunes Júnior, a présenté le budget du pays pour l'année 2019. Ce dernier comprend une augmentation significative des dépenses de 31 Mds USD en 2018 à 36,3 Mds USD l'année prochaine, soit une hausse de 17%. Deux postes voient en particulier leur poids augmenter dans les dépenses publiques totales : celui de la santé (de 4% en 2018 à 7% en 2019), et celui de l'éducation (de 4% à 6% entre les deux exercices). Pour établir ce budget, le gouvernement s'est basé sur une hypothèse de croissance de 3% en 2019, en cohérence avec les dernières estimations publiées par le FMI.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : Publication du rapport budgétaire pour l'année 2019

Le gouvernement zambien a publié son rapport budgétaire de mi-parcours proposant une première esquisse du budget pour 2019. Selon ce document, le gouvernement table sur un taux de croissance de 4% en 2019 – une hypothèse plus conservatrice que le FMI qui prévoit une croissance de 4,5%. Dans le cadre du budget 2019, le gouvernement prévoit une résorption du déficit à 6,5% du PIB, contre un déficit estimé de 9,8% en 2018. Un point d'attention concerne plus particulièrement le niveau du service de la dette qui devrait représenter plus de 40% des dépenses – en lien avec l'augmentation importante de la dette publique extérieure ces dernières années qui est passée de 1,7 Md USD fin 2010 à 9,4 Mds USD à fin juin 2018.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Djibouti : poursuites engagées contre China Merchants par DP World

L'opérateur portuaire basé à Dubaï, DP World, a engagé une action en justice contre la société chinoise China Merchants Port Holding, au sujet du projet controversé de terminal à Djibouti. La poursuite a été intentée devant la Haute Cour de Hong Kong pour avoir incité la République de Djibouti à enfreindre divers accords conclus entre Djibouti et DP World. En février 2018, le gouvernement de Djibouti a mis fin à l'accord de concession de 50 ans du terminal à conteneurs de Doraleh. Le terminal appartenait conjointement à DP World (33,3%) et à la société portuaire du gouvernement de Djibouti, Port de Djibouti S.A. (PDSA) (66,6%). En 2013, China Merchants Port Holdings avait, quant à elle, acquis 23,5% de PDSA.

✉ marion.cochet@diplomatie.gouv.fr

▼ Ouganda : l'Ouganda et les Émirats Arabes Unis inaugurent une zone de libre-échange de produits agricoles

L'Ouganda accueille ce novembre une délégation des Émirats Arabes Unis (ÉAU) afin de finaliser l'établissement d'une zone de libre-échange de produits agricoles. Les ÉAU comptent investir sur une zone qui occupera au total 2500 hectares, en particulier dans la transformation et le packaging des produits agricoles destinés à l'exportation. Le pays, qui importe environ 90% d'aliments consommés, considère la sécurité alimentaire comme une question de sécurité nationale (le deuxième Mémoire d'entente fut d'ailleurs signé par le ministre de la Défense). L'Ouganda, qui pour l'instant ne représente que 0,1 % des importations des produits agricoles des Émirats (soit 14 M USD), prévoit de supporter les entreprises exportatrices, en particulier pour les produits suivants : fruits, épices, céréales ainsi que le thé et café.

✉ amandine.twagirayezu@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : suspension par les États-Unis de la Mauritanie de l'AGOA

A partir du 1^{er} janvier 2019, les États-Unis suspendront la Mauritanie des avantages commerciaux accordés dans le cadre de l'AGOA (*L'African Growth and Opportunity Act*). A l'origine du conflit, le manque de progrès des autorités de Nouakchott en matière de lutte contre l'esclavage. La Mauritanie a exporté en 2017 outre-Atlantique pour 1,5 M USD de marchandises, contre 91 M USD de biens importés des États-Unis. La Mauritanie exporte principalement vers les États-Unis des hydrocarbures, des phosphates et des produits de la pêche. La Mauritanie devra ainsi payer entre 32% et 36% de droits de douane pour des marchandises auparavant non taxées à l'entrée du territoire américain.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la nouvelle loi portant code de l'urbanisme et de la construction approuvée par le Sénat**

Cette loi vise à améliorer le cadre juridique du secteur de l'urbanisme au Congo-Brazzaville. Il tient compte des nouvelles compétences des collectivités locales en la matière ainsi que des questions liées à la protection de l'environnement et à la préservation des patrimoines culturel et naturel. Le nouveau code prévoit également des dispositions relatives à l'occupation et au développement des agglomérations, notamment le schéma directeur de l'urbanisme, ainsi que des mesures concernant l'acquisition foncière et l'autorisation de construire. Six types d'aménagement urbain et trois catégories de permis de construire y sont identifiés.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : de nouvelles estimations évaluent le coût total de l'épidémie d'Ebola à 53 Mds USD**

En 2016, la Banque mondiale avait évalué le coût de l'épidémie d'Ebola à 2,8 Mds USD. D'après l'étude publiée dans le *Journal of Infectious Diseases*, édité par l'Université d'Oxford, ces estimations antérieures ne prendraient pas en compte les coûts liés à la non prise en charge d'autres maladies, suite à l'immobilisation des ressources et la baisse drastique des admissions en hôpital entraînées par l'épidémie. Ainsi, Ebola aurait coûté environ 53 Mds USD, et ce sur la base d'hypothèses conservatrices (concernant la « valeur d'une vie » statistique entre autres). Au sein de ce montant, le seul coût économique (coût des traitements, déploiement du personnel dans la région etc.) serait de 14 Mds USD.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : une commission tripartite a remis au Président Buhari une recommandation de hausse du salaire minimum à 30 000 NGN (72,3 EUR)**

Suite aux discussions débutées en mars 2018, et aux débuts de grèves ces derniers jours, la commission chargée des négociations sur la hausse du salaire minimum, composée des syndicats des travailleurs, des représentants du secteur privé, et du gouvernement, a remis mardi 6 novembre son rapport au Président Buhari, dans lequel est proposée une hausse de 18 000 à 30 000 NGN. Les syndicats des travailleurs et les représentants du secteur privé se seraient alignés sur cette proposition. De son côté, l'équipe gouvernementale défendait une hausse à 24 000 NGN (57,8 EUR). Suite à la réception du rapport le Président Buhari se serait engagé à transmettre prochainement un projet de loi à l'Assemblée nationale, sans néanmoins préciser le montant qui serait effectivement proposé.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : Retrait de la Namibie de la liste noire des pays non-coopératifs en matière fiscale de l'UE**

Mardi 6 novembre, les ministres des Finances de l'Union Européenne (UE), ont décidé officiellement d'ôter la Namibie de la liste noire des pays non-coopératifs en matière fiscale. Le pays avait été placé sur cette liste en décembre 2017, lors de sa première publication par l'UE. Cette décision de retrait du pays de la liste noire a été permise grâce aux engagements pris par le gouvernement namibien de mettre en œuvre des mesures visant à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. La Namibie demeurera toutefois sur une liste « grise » en attendant la mise en œuvre effective de ces engagements.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Kenya : l'UE et les états-membres s'engagent à hauteur de 4,5 Mds EUR

Dans le cadre de la stratégie de coopération de l'UE 2018-22, la délégation de l'Union Européenne au Kenya et les états-membres de l'UE s'engagent à financer des projets au Kenya à hauteur de 4,5 Mds EUR sur cinq ans, de 2018 à 2022. Le montant des engagements représente une augmentation de 50 % par rapport à la période 2012-17, pour laquelle l'enveloppe s'élevait à 3,0 Mds EUR.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : la Banque mondiale (BM) annonce un prêt de 150 MUSD pour l'éducation

Ce prêt de 150 MUSD permettra au Rwanda d'investir dans l'éducation et le développement des capacités humaines. Parallèlement, la BM a lancé une étude sur les futurs facteurs de croissance qui identifie quatre facteurs essentiels et interdépendants : l'innovation, l'intégration, l'agglomération et la compétition. L'étude soutient que le Rwanda a besoin d'un effort massif dans l'éducation pour améliorer les compétences et qu'un effort concentré dans ce domaine est nécessaire pour atteindre ses ambitieux objectifs de croissance.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : signature d'un accord de coopération avec la Corée du Sud dans le domaine de l'hydraulique

Un accord de coopération de plus de 5 Mds FCFA (7,2 M EUR) a été signé entre l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le ministre ivoirien de l'Hydraulique, Laurent Tchagba. Ce financement a pour objectif de connecter 10 000 ménages à l'eau potable dans le district d'Abidjan, particulièrement à Koumassi.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : signature d'un mémorandum entre l'AFD et le ministre gambien des finances et des affaires économiques

Au cours de son déplacement à Banjul, le 5 novembre, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, le directeur général de l'AFD et le ministre des Finances de Gambie ont signé un mémorandum d'accord, qui comprend un don de 5 M EUR destiné au secteur de l'agriculture et un don de 20 M EUR au secteur de l'eau. Ces dons viennent s'ajouter à l'aide budgétaire de 5 M EUR accordée par le Trésor français en octobre, en vue d'atteindre les 50 M EUR d'aide annoncés par la France lors de la Conférence des bailleurs de fonds à Bruxelles en mai 2018.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : abrogation d'une convention de crédit signée entre le Niger et l'Eximbank chinoise**

Une convention cadre de crédit d'un montant de 1 Md USD datant du 30 septembre 2013, signée entre le Niger et *EximBank China* pour le financement d'un certain nombre d'actions gouvernementales prioritaires vient d'être proposée à l'assemblée nationale par le conseil des ministres pour abrogation. En effet, cette convention n'a pu entrer en vigueur puisque des conditions cumulatives, notamment la signature d'un contrat de vente de brut à l'opérateur chinois et d'une convention portant projets prioritaires à être financés, n'ont pas été remplies. En 2017, la Chine est le 2^{ème} fournisseur du Niger à l'origine de 13% de ses importations de biens, juste derrière les Etats-Unis (13,8%).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : accord-cadre avec la BID pour le financement d'un projet d'électrification rurale**

Le conseil des ministres du 3 novembre a validé la ratification d'un accord-cadre de 30 M USD entre la République du Niger et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement d'un projet d'électrification rurale par voie solaire décentralisée. Il vise notamment l'installation de 3 centrales solaires (d'une capacité totale de 9,3 MWC), d'un réseau de distribution d'environ 144 kilomètres de lignes moyenne tension et 122 kilomètres de lignes basse tension, de transformateurs de distribution d'une capacité totale de 8 MVA et d'une connexion client à l'aide de compteurs prépayés.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : le Programme alimentaire mondiale (PAM) annonce sa stratégie-pays 2019-2023 estimée à 74,8 M USD**

Ce nouveau plan stratégique sera principalement axé sur la mise en place de filets de sécurité durables et des programmes de protection sociale visant à traiter l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la dégradation des ressources, l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et le développement de l'éducation grâce aux repas scolaires. Malgré la réduction de 50% de la faim depuis 2017, le Sénégal se classe en 2017 au 67^{ème} rang sur 119 pays selon l'indice de la faim dans le monde. Ce programme s'inscrit dans l'objectif de lutte contre la malnutrition dans le pays, à l'horizon 2030.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : les Etats-Unis accordent 550 M USD dans le cadre du MCC**

L'Etat sénégalais va bénéficier d'un appui sous forme de dons de la part des Etats-Unis d'un montant de 550 M USD, dans le cadre du second programme du *Millenium challenge corporation* (MCC) dont l'accord a été finalisé au terme de négociations en septembre. Il sera ainsi articulé autour de trois projets : modernisation et renforcement du réseau de transport de la Senelec (société nationale d'électricité), amélioration de l'accès à l'électricité en zones rurales et amélioration du cadre légal et du renforcement de capacités des acteurs.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un emprunt obligataire clôturé à plus de 200 Mds FCFA

Au bout de deux semaines de souscriptions, l'emprunt obligataire 2018-2023 de l'État du Cameroun, d'un montant de 150 Mds FCFA et assorti d'un taux d'intérêt annuel de 5,6 %, a été clôturé à 206 Mds FCFA. L'État camerounais pourrait introduire une demande de sur-allocation auprès de la Commission des marchés financiers (CMF) au regard de ses besoins de financement importants. Pour rappel, selon la note d'information produite par le gouvernement et les arrangeurs, cet emprunt permettra de financer une quarantaine de projets d'infrastructures en cours dans le pays, et principalement ceux liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, que le Cameroun accueillera entre juin et juillet 2019.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'État signe des accords de partenariat avec les sociétés française Tyllium et canadienne ITD international pour la réhabilitation de la Cameroon Development Corporation (CDC)

Signés le 9 novembre 2018 à Yaoundé, ces accords sont relatifs à la fourniture des intrants et des engins à une unité agroindustrielle, à la régénération des plantations ainsi qu'à la formation du personnel employé. La CDC, qui exploite des bananeraies et des plantations d'hévéa dans les régions Sud-Ouest et Littoral du Cameroun, a connu la fermeture de plusieurs unités de production du fait de la crise anglophone.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : EDF et le ministre des Finances du Cameroun ont signé les accords définitifs liés à la construction du barrage de Nachtigal

Louis Paul Motaze, ministre camerounais des Finances, a procédé le 8 novembre 2018 à Paris à la signature des accords relatifs au financement du projet de construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal. D'une capacité de production de 420 MW, cet ouvrage permettra d'augmenter d'un tiers la production électrique camerounaise. La signature de ces accords, qui marque la dernière étape préalable au démarrage du projet, intervient à la suite de la signature des contrats techniques et d'assistance.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : Conclusion d'un accord ouvrant la voie à une restructuration d'une partie de la dette publique

Après deux années de difficulté pour honorer le remboursement des échéances liées au remboursement des obligations émises sur le marché international, le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé ce mardi 4 novembre, avoir conclu un accord ouvrant la voie à la restructuration d'une partie de sa dette commerciale. L'accord prévoit de rééchelonner les remboursements d'une partie des obligations jusqu'en 2033 (contre 2023 prévu initialement) sur la base d'une valeur nominale de 900 MUSD. La normalisation de la situation de la dette du pays lui permettrait de pouvoir à nouveau bénéficier d'un programme du FMI. Ces trois projets figurent parmi les 80 propriétés du programme de revitalisation *Conclusion d'un accord ouvrant la voie à une restructuration d'une partie de la dette publique*

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

- ▼ Les gouvernements zambien et angolais ont signé un protocole d'accord pour une coopération sur le commerce du pétrole et du gaz pour une valeur de 5 Mds USD.

Les efforts porteront sur les raffineries qui fonctionnent à l'heure actuelle à 65 % de leur capacité. L'entreprise angolaise nationale Sonangol sera chargée des accords de commerce.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Kenya : les exportations de produits horticoles atteignent un montant de 900 MEUR sur les huit premiers mois de l'année

Les exportations horticoles ont augmenté de plus de 30% au cours des huit premiers mois de l'année par rapport à 2017 pour atteindre un montant total de 900 MEUR. La forte croissance des exportations de fleurs coupées (38% de hausse par rapport à 2017) explique cette performance du poste horticulture, qui comprend également les légumes verts et les fruits, sachant que les fleurs représentent 74% du poste. Les légumes viennent en second avec 16% suivi par les fruits (10%). Cette performance résulte des bonnes conditions climatiques ayant prévalu en 2018 par rapport à 2017. L'ouverture de vols directs de Nairobi à destination de New-York devrait offrir de nouvelles opportunités pour ce poste d'exportations, qui représente près de 30% des exportations totales du Kenya.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : fin de la saga sur le prix des noix de cajou en Tanzanie

Le président tanzanien John Magufuli a ordonné à l'armée d'acheter toute la production nationale de noix de cajou de la saison en cours (estimé à 200 000 tonnes), après que les négociants privés ont refusé de rémunérer les agriculteurs au prix fixé par le gouvernement de 3 000 shillings par kg (1,31 USD). Il a ordonné à la Banque tanzanienne de développement agricole (TADB) de débloquer les fonds nécessaires pour l'achat de ces noix de cajou au prix de 3 300 shillings par kg (1,43 USD). L'armée a reçu l'ordre d'organiser les procédures d'achat, de transport et de stockage. Le ministre de l'Agriculture, Charles Tizeba, et celui du Commerce, Charles Mwijage, ont été limogés, accusés d'avoir manqué à leurs obligations dans la gestion de cette filière.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : production de coton anticipée de 750 000 tonnes

L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM) prévoit une production de coton de 750 000 tonnes pour la campagne 2018/2019, soit une hausse de 2,7% par rapport à la précédente campagne. Cette production record serait notamment favorisée par la bonne pluviométrie enregistrée cette année. Si ce niveau était atteint, le Mali redeviendrait alors le 1^{er} pays producteur de coton africain, devant le Burkina-Faso.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : un laboratoire pour la certification qualité des produits agricoles en passe d'être fonctionnel**

Le Président de la CCIT (Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo) a annoncé la prochaine opérationnalisation d'un laboratoire de certification qualité pour les exportations de produits agricoles togolais. L'objectif est de rendre compétitif le label « *Made in Togo* » sur le marché régional voire international. Cette nouvelle initiative s'inscrit en cohérence avec celle déjà en cours dans le domaine agricole, à savoir la récente création d'un fonds d'assurance agricole MIFA qui a permis de débloquer depuis juillet 2018 500 M FCFA de lignes de crédits à taux réduits (5 à 7%) au profit des producteurs, en vue d'accroître la dynamique du secteur.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la crise anglophone fait chuter les exportations de bananes**

Selon l'Association camerounaise de la banane (Assobacam), au cours des mois de septembre et d'octobre 2018, les producteurs de bananes ont exporté 29 747 tonnes, soit une baisse de 31 % par rapport aux volumes exportés sur la même période un an plus tôt. Cette baisse s'explique principalement par la situation de la *Cameroon Development Corporation*, deuxième producteur national dont les plantations et les usines de production se situent dans les régions anglophones et qui affiche des exportations nulles en septembre et octobre 2018. La CDC aurait été obligée de fermer 12 sites de production sur 29.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le fond Moringa investit 5 MUSD dans l'entreprise agroforestière B-Bovid**

Le fond français à impact social et environnemental Moringa, filiale du groupe Edmond de Rothschild, devrait investir 5 MUSD dans l'entreprise ghanéenne B-Bovid, spécialisée dans l'agroforesterie, notamment dans la production d'huile de palme selon un modèle de polyculture. Cet investissement devrait soutenir la modernisation de l'unité de transformation de B-Bovid, l'accroissement de sa production et lui permettre de recruter jusqu'à 4000 nouveaux fermiers dans les prochaines années.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

Madagascar : ouverture de licences d'exploration de pétrole offshore

Lors de l'*Africa Oil Week* à Cape Town (5-9 novembre), l'office des mines nationales et des industries stratégiques (OMNIS) a lancé un cycle d'appel à investisseurs entre le 7 novembre 2018 et le 30 mai 2019, pour l'attribution de licences pétrolières sur 44 blocs offshore dans le bassin de Morondava. Il est appuyé par le *Bureau of Geophysical Prospecting* (Chine), et par TGS-NOPEC *Geophysical Company* (Norvège). Ce dernier fournira les données sismiques et relatives aux puits, lesquelles seront consultables dans ses locaux de Londres et Houston. Des expositions de l'OMNIS se dérouleront les 19 et 26 février 2019 dans ces deux villes. A ce jour 24 licences d'exploration ont été attribuées sur 249 blocs pétroliers disponibles.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : projet d'exploitation pétrolière Tilenga : audiences publiques

Le gouvernement, par le biais du *National Management Authority* (NEMA), notifie le *Petroleum Authority of Uganda* (PAU) qu'il accepte de tenir deux audiences publiques dans le cadre de l'*Environmental and Social Impact Assessment* (ESIA), pour mieux analyser l'impact sur l'environnement et les populations du projet d'exploitation pétrolière Tilenga. Ces audiences réuniront les opérateurs pétroliers (*Total E&P Uganda, Tullow Uganda operations Pty Ltd*), le gouvernement et les organisations de la société civile (civil society organisations ou CSO). La plus grande inquiétude provient du fait que l'oléoduc croisera la rivière Kagera, qui elle se déverse dans le lac Victoria.

✉ amandine.twagirayezu@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Niamey va se doter d'une centrale électrique solaire financée par l'AFD et l'UE

L'AFD vient d'annoncer la construction future d'une centrale solaire d'une puissance de 20 MW extensible à 30 MW à 20 km de Niamey. L'AFD et l'Union européenne financeront ce projet à hauteur de 18,7 Mds FCFA (28,5 M EUR). L'entreprise qui sera en charge de la construction de la centrale n'a pas encore été choisie. La mise en service est prévue pour 2021. Ce sont ainsi deux centrales solaires qui doivent voir le jour au Niger, la 2^{de} étant celle d'Agadez, une centrale hybride (thermique-photovoltaïque) qui coûtera 32 M EUR et dont le financement sera également assuré par l'AFD et l'UE. Les 21 MW produits par cette dernière devraient alors être suffisants pour une consommation aujourd'hui estimée à 8 MW.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le gouvernement nigérien octroie 4 blocs d'exploration pétrolière à Oranto**

Le ministère nigérien du Pétrole a octroyé quatre blocs d'exploration situés dans les bassins du Ténééré et de l'Agadem, à la société nigérienne d'exploration *Oranto Petroleum*. Des relevés techniques permettant d'évaluer le potentiel du site seront partagés avec le Niger par la firme nigérienne qui prendra des parts sur les périmètres pour envisager de les développer.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le partenariat entre Exxon Mobil et GOIL avalisé par le ministère de l'Energie**

Le ministre de l'Energie, Peter Amewu, a approuvé l'accord de consortium passé entre Exxon Mobil et le distributeur pétrolier public GOIL en vue de travaux d'exploration à mener dans le bassin offshore de Cap Three Points, à des profondeurs situées entre 2000 et 4000 mètres. GOIL prendrait 5% des parts du consortium, tandis que le major américain et la compagnie nationale de pétrole GNPC détiendraient respectivement 80% et 15% de l'actionnariat restant. Le Parlement doit désormais ratifier l'accord.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 1,4 Md USD d'actifs détenus par Petrobras rachetés par un consortium mené par l'entreprise Vitol**

Le consortium d'acheteurs est composé du hollandais Vitol, du canadien Africa Oil et du britannique Delonex. L'accord prévoit le rachat de 50% des parts de Petrobras Oil and Gas B.V. (POGBV), l'autre moitié étant détenue par le brésilien BTG Pactual E&P B.V. Selon le Directeur général de Vitol, Russel Hardy, POGBV détiendrait un portefeuille représentant 20% de la production nigérienne de pétrole. Les principaux actifs étant des participations indirectes dans certains champs pétrolifères, qui comprennent ceux d'Agbami, exploité par Chevron, d'Akpo et Egina, exploité par Total. L'exploitation de ce dernier, estimée à 200 000 barils par jour (bpj) devrait par ailleurs démarrer d'ici fin 2018, et permettre au Nigéria d'atteindre une production annuelle de 2,2 millions bpj en 2019.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Afrique du Sud a rejoint mardi l'agence internationale de l'énergie (AIE) en tant que pays associé.**

Les deux parties ont signé des accords pour travailler conjointement pendant trois ans sur les problématiques de statistique énergétique, d'efficacité énergétique, d'électrification, de distribution, d'intégration des énergies renouvelables, d'innovation énergétique et de conception du marché gazier.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Niger : un hôtel présidentiel Radisson Blu à Niamey prévu en 2019

Prévu pour ouvrir en 2019, le Radisson Blu Niamey est situé au centre-ville de la capitale, à 8 km de l'aéroport, non loin du palais présidentiel et de l'hôtel de ville. D'un coût global de 50 M EUR, l'hôtel, dont les travaux sont financés et réalisés par la société turque Summa, sera inauguré fin mai 2019. Ce complexe 5 étoiles sur 17 niveaux, s'étendra sur 21 000 m², pour une capacité de 190 chambres. Le groupe qui compte 90 hôtels et plus de 18 000 chambres en opération et en développement dans 31 pays en Afrique, ambitionne d'atteindre 130 hôtels et plus de 23 000 chambres sur le continent d'ici 2022.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : l'OPRAG devient Gabon Port Authority

L'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG), établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1974, en charge de la gestion, de l'exploitation et du développement des ports du Gabon, se voit transformé en société d'État dénommée *Gabon Port Authority* à la faveur d'une décision du Conseil interministériel du 7 novembre dernier. Cette réforme a pour objectif de moderniser l'organisation de l'activité, en l'adaptant au contexte concurrentiel alors que la gouvernance des ports fait face à des difficultés de gestion.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : forte progression des transactions mobiles

Plus d'un milliard de transactions mobiles auraient été enregistrées au Ghana sur les neuf premiers mois de l'année selon la Banque centrale, soit une augmentation supérieure à 50% comparée à la même période l'an passé. La valeur de ces transactions aurait également bondi de 47% pour atteindre 160 Mds GHC (29 Mds EUR, soit 62,5% du PIB). Cette accélération serait notamment due à la mise en place d'un système d'interopérabilité des paiements par le régulateur en avril dernier. Le nombre de comptes mobile money actifs – définis comme des comptes ayant enregistré au moins une transaction sur les trois derniers mois - s'élèverait aujourd'hui à 12,5 millions, contre 3,78 millions en 2012.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Sandton City entièrement loué pour la première fois en 45 ans**

Sandton City, centre commercial majeur en Afrique du Sud (près de 148 000 m²), est occupé jusqu'au dernier recoin, avec 300 commerces au total. Un phénomène « inédit » d'après M. Ward, analyste en investissement, puisqu'il est rare qu'un centre commercial affiche complet, en particulier dans un contexte économique dégradé. Les propriétaires de Sandton City mentionne l'implantation croissante de marques de luxe, telles que *Dior Cosmétiques* ou *Tod's*, ainsi que par la présence de *pop-up stores* temporaires comme explication. Sandton City apparaît alors comme un lieu d'intérêt pour les vendeurs au détail, du fait de sa localisation stratégique, et de par la structure du commerce en Afrique du Sud, où seulement 1,4% du commerce se réalise en ligne.

📧 maxime.bieliaeff@businessfrance.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : la banque ivoirienne NSIA et Orange en partenariat pour lancer une banque digitale

Les deux groupes sont parvenus à un accord pour la création d'une co-entreprise qui sera détenue à hauteur de 75% par Orange (1^{er} opérateur de téléphone mobile avec 43% de part de marché) et à 25% par NSIA (7^{ème} banque ivoirienne avec une part de marché de 8,7% en termes d'actifs). Le partenariat devrait s'appuyer sur les actifs de NSIA en Côte d'Ivoire et au Sénégal. La demande d'approbation de la Banque centrale (BCEAO) a été introduite. Pour mémoire, Orange domine le marché du *mobile banking* en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire où sa filiale compte plus de 6 millions d'abonnés pour son service de mobile money.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la filiale ivoirienne de BNP Paribas (BICICI) a réalisé un produit net bancaire (PNB) en hausse de 6,5% sur le 1^{er} semestre 2018

Le PNB de la BICICI a ainsi atteint 36 M EUR à fin juin 2018. Toutefois, son résultat net a reculé de 29,6% en glissement annuel (g.a), pour se situer à 6,4 M EUR. Au titre des activités commerciales, la Banque annonce une progression nette de ses crédits et dépôts, de l'ordre respectivement de 2,7% et 7,1%.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse de 7% du PNB de la banque ivoirienne NSIA au 1^{er} semestre 2018

Les crédits et les dépôts de la banque, détenue par le groupe ivoirien de Bancassurance NSIA, ont respectivement progressé de 21% et de 5% en g.a à fin juin 2018. Sous l'effet de cette dynamique soutenue des crédits à la clientèle, son Produit net bancaire (PNB) a progressé de 7%. Toutefois, la Banque a enregistré un résultat net semestriel en baisse de 57% par rapport à la même période en 2017. Cette contre-performance a été occasionnée par un coût de risque très important. Par ailleurs, compte tenu de la forte exposition de la banque sur SAF Cacao, entreprise en cours liquidation, NSIA devrait enregistrer d'ici la fin de l'année une hausse sensible des créances douteuses.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : MTN annonce une réduction de 10 % de ses effectifs**

La réduction des effectifs de la filiale camerounaise de l'opérateur de téléphonie mobile sud-africain est consécutive aux difficultés que l'entreprise connaît depuis l'arrivée du troisième opérateur mobile (le vietnamien Nexttel) en septembre 2014. En l'espace de cinq ans, son parc d'abonnés a considérablement baissé, atteignant 6,9 millions d'abonnés à fin septembre 2018, contre 10 millions de clients, il y a cinq ans. Au premier semestre 2018, MTN qui emploie directement environ 600 personnes a perdu son leadership sur le marché camerounais, puisqu'il a été devancé sur le volume des revenus engrangés au cours de cette période par Orange Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Gabon : inauguration de la route PK5-PK12 prochainement

Les travaux d'aménagement et d'élargissement du tronçon routier PK5-PK12 à la sortie de Libreville effectués par la société Colas sont achevés et l'inauguration du tronçon pourrait intervenir dans les prochains jours. Cofinancé par la BDEAC et l'État gabonais, la livraison de ce chantier avait accumulé de nombreux retards en raison de difficultés à déplacer les populations installées sur le tracé, et des difficultés de paiement de l'État gabonais.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Publication du rapport de stabilité financière de la Banque centrale

Mercredi 7 novembre, la Banque centrale a publié son second rapport de stabilité financière de l'année 2018. Lors de la présentation du rapport, le gouverneur a mis l'accent sur les risques qui menaçaient la stabilité économique du pays, en particulier le ralentissement de la croissance mondiale (attribuable à l'augmentation des tensions commerciales dans le monde) et le resserrement des conditions de financement au niveau international (notamment dû à la politique de remontée des taux de la Federal Reserve Bank américaine). Néanmoins, l'institution souligne que l'économie sud-africaine ainsi que son système financier restent globalement protégés et résilient vis-à-vis des chocs extérieurs grâce à un secteur bancaire rentable et bien capitalisé, et grâce à une dette majoritairement libellée en rand.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La première conférence franco-sud-africaine sur la ville durable s'est tenue mardi 6 novembre à Johannesburg

Les participants ont eu l'occasion de discuter de ces problématiques en se répartissant sur des ateliers sectoriels rassemblant des PDG d'entreprises françaises et associations sud-africaine ainsi que des représentants des trois niveaux de gouvernement sud-africain.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

